



■ Opinion | Demandeurs d'asile

# “Pas près de chez moi !”

Philippe COURARD

Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Intégration sociale

**R**écemment, plusieurs avocats prenaient la plume dans “La Libre Belgique” (18/03/2010) pour stigmatiser l'observation que je faisais, une semaine plus tôt, relativement à l'astreinte exorbitante (500 € par jour et par personne) à laquelle l'Etat a été condamné par la justice pour défaut d'accueil des demandeurs d'asile.

Je souhaiterais rappeler à chacun, selon la formule anglaise bien connue, que les faits sont plus forts qu'un Lord Maire.

C'est vrai, Fedasil (Agence Fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'Asile) ne parvient pas nécessairement à rencontrer le flot continu de demandeurs qui affluent chez nous, peut-être aussi parce que des démarches d'information ne sont peut-être pas assez menées sur leurs territoires d'origine pour leur indiquer que non, la Belgique n'est pas le paradis sur terre que leur promettent les “escrocs” et autres passeurs, le plus souvent mafieux, qui les accostent dans leur pays d'origine afin de leur proposer de venir cueillir sur le seuil belge les billets de vingt euros qui y pousseraient.

Par contre, énoncer, comme le font les signataires, qu'il “suffit d'appliquer la loi” est réellement aller vite en besogne.

Pour rappel, accueillir les gens signifie disposer de lieux pour les accueillir. En outre, accueillir ne suffit pas, il faut guider, encadrer, aider, soigner parfois des personnes qui ne parlent souvent pas notre langue, qui n'ont aucun repère chez nous et qu'on ne peut bien sûr pas disperser. Il faut respecter la structure des familles que nous accueillons. Pour ce qui me concerne, les réfugiés sont des personnes. Ce ne sont donc ni des chiffres, ni des “Legos” qu'il suffirait de répartir au petit bonheur la chance. Et quand bien même la Belgique est obligée par les règles européennes d'accueillir des demandeurs d'asile, je pense qu'avant tout, dans la plupart des cas, il s'agit d'une question de dignité humaine. Pour accueillir les demandeurs d'asile, il faut des endroits. Ces endroits ne peuvent pas être concentrés en un point déterminé. Et comme, jusqu'à preuve du contraire, la Belgique ne dispose d'aucun territoire issu de la quatrième dimension, les lieux d'accueil doivent être trouvés dans les villes et communes belges.

Que se passe-t-il assez souvent, lorsque Fedasil contacte des villes et communes pour proposer ou annoncer des structures d'accueil ? Il se passe ce qui arrive dans d'autres dossiers, à savoir le triste phénomène “nimby” : “not in my backyard”, “pas dans mon jardin !”. Osons regarder ce qui se dit dans les médias. “Des réfugiés ici ? Mais on va avoir peur. La valeur des maisons va s'effondrer. On n'osera plus laisser nos enfants jouer dehors.” J'en passe et des plus mauvaises. Bien sûr, les élus locaux ne peuvent pas ignorer cette pression, laquelle est encore entretenue, il faut oser l'écrire, par la médiatisation du moindre incident.

► Non, il n'y pas de palaces pour les réfugiés. Non, Fedasil ne refuse pas d'appliquer la loi.

► Phénomène Nimby : beaucoup de citoyens – et de bourgmestres – ne veulent pas de réfugiés “chez eux”.

A l'arrivée des courses, Fedasil reçoit des séries de demandes... et des séries de refus. Ces refus, on peut les comprendre d'une certaine façon parce que la peur et le sentiment d'insécurité ne sont pas des éléments objectifs.

Mais au total, quand on veut jauger l'équilibre d'une balance, il faut tenir compte de ses deux plateaux. Dans le cas d'espèce : on me dit, “Voyez, M. Courard, votre administration ne répond pas aux demandes et donc si elle respectait la loi, il n'y aurait pas d'as-

treinte à payer”. Sans doute, mais ce sont à peu près les mêmes qui me rapportent les “craintes” de gens d'avoir une structure d'accueil tout près de chez eux, qui portent le phénomène nimby et qui conduisent un certain nombre d'édiles locaux à dire “pas de centre de réfugiés chez moi, mes administrés ne le supporteraient pas”.

Dans la situation actuelle, on demande donc à Fedasil de mettre les réfugiés partout ET nulle part. Par-tout, parce qu'il faut absolument répondre à la de-

**Pour rappel : accueillir dignement les gens signifie disposer de lieux dans les communes pour les accueillir.**

mande. Nulle part, parce qu'il paraît que les gens auraient très peur, si on multipliait les centres. Et je ne parle même pas des centaines de lettres d'incompréhension ou d'injures reçues quotidiennement parce que, soi-disant, Fedasil hébergerait des réfugiés “à l'hôtel”. A l'hôtel ! Quelle image réductrice ! On vend ainsi au public l'image d'un luxe offert aux réfugiés, et nombre de personnes qui m'écrivent ne comprennent alors plus, à raison, qu'il y ait tant de malheureux “de chez nous”; que l'Etat n'ait pas assez de sous pour les aider tous tandis qu'on offrirait “des palaces” aux réfugiés.

Il faut sortir de la caricature. Il faut sortir des images toutes faites, des images mal faites ! Il faut mettre de côté les raccourcis scandaleux que je lis ou j'entends trop souvent, en ce compris sur certains bancs parlementaires.

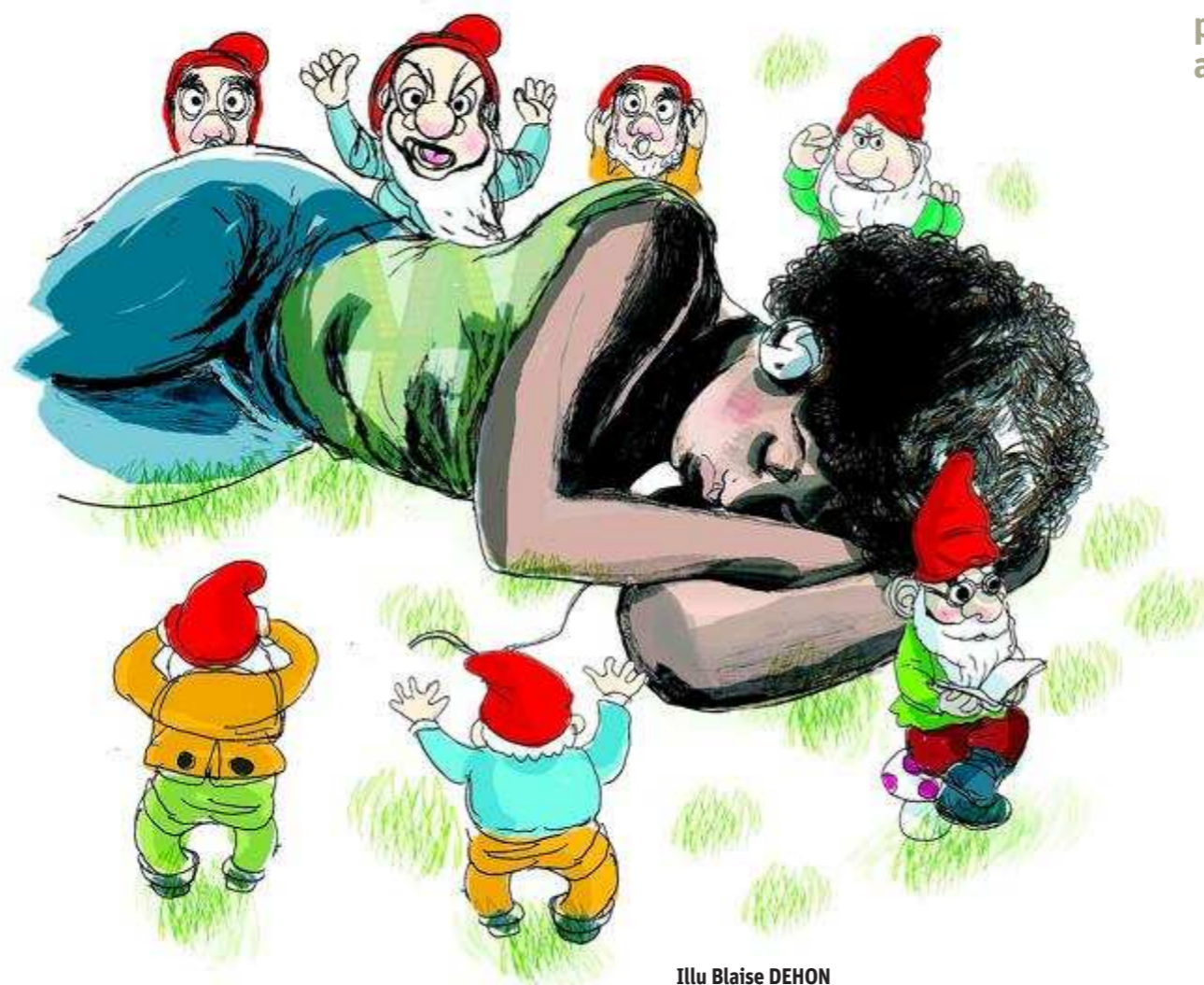
Non, il n'y a pas d'hôtels trois ou quatre étoiles pour les réfugiés : Fedasil a recours, lorsqu'il n'y a pas d'autre solution, à la location de chambrettes de base de quatre mètres sur cinq avec des douches et des wc communs, où les gens sont moins accompagnés qu'ils en auraient besoin.

Non, il n'y a pas une administration qui refuse obstinément d'appliquer la loi : il y a des services qui tentent de trouver des solutions, des lieux d'hébergement, et qui sont confrontés à des refus de plus en plus nombreux de bourgmestres, soit parce que leur ville ou leur commune a déjà été nettement plus sollicitée que d'autres, soit parce que leurs concitoyens, effrayés par la sur-médiatisation de quelques actes isolés, manifestent leur refus de voir un centre s'ouvrir près de chez eux et n'hésitent pas à brandir la menace électorale pour appuyer leur timbre de voix.

Et non, il n'y a pas des politiques qui ne voient et ne font rien : il y a des responsables qui tentent de trouver des solutions, d'apaiser les craintes et de rencontrer les demandes, sans pour autant avoir le moindre pouvoir d'influence sur les bandes souvent mafieuses qui, dans le pays d'origine de ces réfugiés, leur sifflent les économies d'une vie et d'une famille entière en leur promettant de les envoyer vers un pays où les billets de cent euros poussent entre les pavés sur les routes... sauf que vous et moi savons que ce n'est pas vrai.

La scotomisation, c'est ne pas voir ce que nous avons sous les yeux, parce que nous sommes scotchés sur notre petit bout de compétence, notre petit bout de territoire, notre petit bout de jardin que nous voulons défendre à coups de “nimby”. J'y préfère le dialogue franc, ouvert, sur pièces, la compréhension de l'autre et surtout, surtout le courage par lequel on ose voir les choses en face sans se réfugier derrière un principe en refusant de voir que les conditions de sa réalisation n'existent plus, parce que des séries de circonstances, au premier rang desquelles je citerai le désastreux phénomène nimby, ne le permettent pas.

→ Titre et sous-titre sont de la rédaction



Illu Blaise DEHON